

Emmanuel Macron, les enfermistes et le Covid : petit bilan d'un président (semi) rebelle face à la pandémie



Le président de la République a su imposer sa volonté face à la pression de la technostructure sanitaire et à ne pas multiplier les mesures de restriction de liberté inutiles. Mais il n'a pas toujours réussi à mobiliser l'administration.

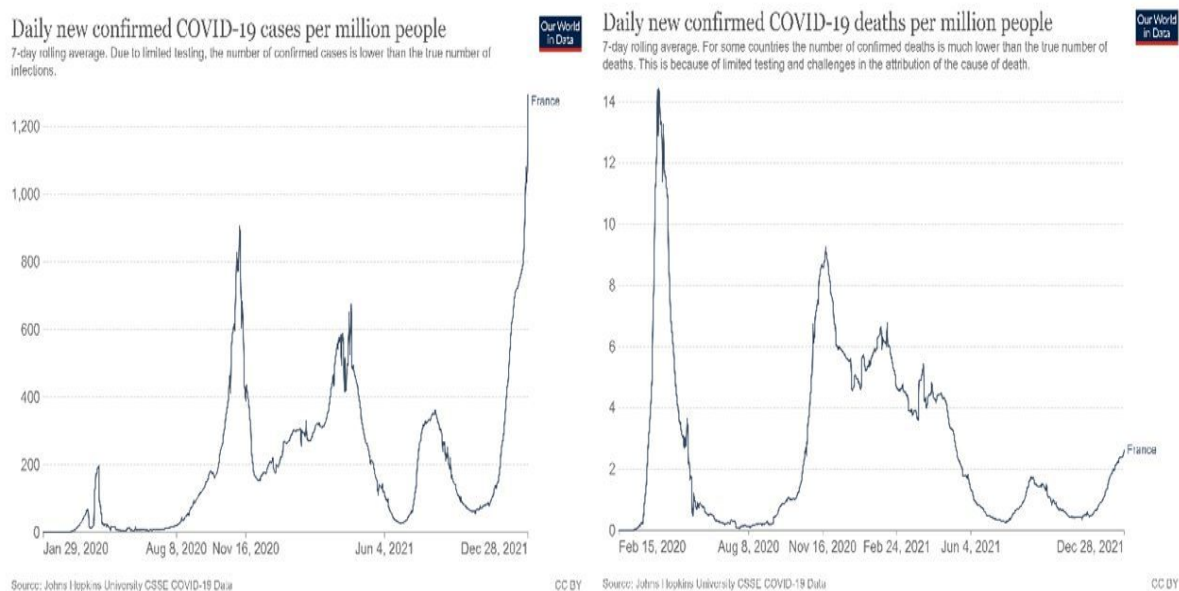
Avec Charles Reviens , Jérôme Marty

Atlantico : Dans sa stratégie de lutte contre la pandémie, Emmanuel Macron a récemment fait le choix d'une politique « pondérée ». « Les Français sont épuisés » a-t-il affirmé. En faisant le choix de veiller sur la santé des français mais aussi sur leur moral, il entre en guerre contre les « enfermistes », qui prônent un confinement pur et dur. Emmanuel Macron a-t-il compris que les enfermistes ne voyaient qu'une partie de la situation ?

Charles Reviens : Prudence et modestie doivent être de mise face à une situation changeante qui se manifeste par le record absolu des 208 000 contaminations covid-19 en 24 heures annoncé hier par le ministre de la santé Olivier Véran.

Toutefois les mesures annoncées lundi 27 décembre par les pouvoirs publics sont mesurées et en décalage par rapport à l' [avis](#) du 8 décembre du conseil scientifique qui avait recommandé AVANT les fêtes de fin d'année de « renoncer immédiatement à tout rassemblement collectif en lieu clos où le port du masque n'est pas possible ou approprié au format, en particulier tous les rassemblements avec consommation de boissons et de nourriture ».

L'exécutif a laissé passer les fêtes de fin d'année en s'affranchissant des recommandations de ses experts scientifiques avec un paquet de mesures « soft » : pas de couvre-feu, pas de report de la rentrée scolaire et universitaire, jauges en intérieur à 2 000 personnes. Comme l'explique le Docteur Flahaut dans sa récente contribution [Atlantico](#) , le scénario gouvernemental de référence est optimiste et se base sur la perspective – avérée à ce jour – du découplage entre explosion -en cours- des contaminations mais augmentation beaucoup moins forte des formes graves de la maladie et des décès, sur l'hypothèse d'une moindre virulence de la souche Omicron.



L'avenir seul dira si ce banco optimiste était le bon et si l'exécutif n'aura aucun regret à avoir sur les plans sanitaire et économique, mais également politique et électoral à quelques semaines de l'élection présidentielle.

Au printemps dernier, Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP (Assistance Publique - Hôpitaux de Paris), martelait que la situation était

apocalyptique et qu'elle deviendrait rapidement insoutenable. De telles prévisions ne se sont jamais avérées exactes. Peut-on penser que Martin Hirsch a volontairement exagéré le nombre de malades dans les services de réanimation afin d'obtenir davantage d'argent public ? Emmanuel Macron s'en est-il rendu compte en refusant un énième confinement ?

Jérôme Marty : Il faut savoir que l'administration hospitalière a une véritable culture de la subvention et du déficit. À chaque fois qu'ils sont dans une mauvaise situation financière, ils sont renfloués par les pouvoirs publics. Plutôt que de travailler avec les médecins pour trouver la meilleure gestion hospitalière possible, ce qui serait bénéfique pour tout le monde, ils font des erreurs de gestion en se fichant éperdument que le système soit mal géré. Dans le dernier Ségur, on voit bien que des milliards ont été versés aux hôpitaux, notamment pour récupérer une partie de leurs dettes.

Il faut savoir que si les cliniques, qui sont en grande partie gérées par des grands groupes, étaient en déficit comme les hôpitaux, elles seraient obligées de fermer. La loi française ne permet pas d'être en déficit plus de deux ans, sinon c'est le dépôt de bilan. Alors quand le déficit est lié à la perception de subventions, on renverse le problème puisqu'on peut « fabriquer » du déficit dans le but de toucher plus d'argent. Je pense qu'Emmanuel Macron, en tant qu'ancien ministre de l'Economie, est parfaitement au fait de ces problèmes.

Charles Reviens : Il est utile de rappeler cette séquence qui date du début du printemps 2021. Il faut d'abord s'arrêter sur le très intéressant binôme Martin Hirsch-APHP.

D'un côté [Martin Hirsch](#) , normalien, énarque sorti dans la botte au Conseil d'Etat, ancien président d'Emmaüs France (2002-2007), ancien haut-commissaire aux solidarités active contre la pauvreté et la jeunesse (2007-2010, donc un acteur majeur de « l'ouverture » de Nicolas Sarkozy ce qui ne l'empêchera pas d'appeler à voter pour François Hollande pour les élections de 2012), enfin directeur général de l'AP-HP et sa nomination par décret en conseil des ministres en 2013 soit il y a 8 ans. De l'autre l'APHP, le plus grand CHU de France et d'Europe, avec 100 000 salariés (premier employeur francilien), 12 000 médecins et 39 hôpitaux. On semble donc avoir la conjonction chimiquement pure entre une personnalité médiatico-administrative de premier plan et une sorte d' « Etat sanitaire dans l'Etat ».

Pendant la crise sanitaire, Martin Hirsch a le plus souvent suivi le couloir alarmiste, évoquant par exemple une « progression exponentielle » du virus chez Jean-Jacques Bourdin en septembre 2020. Mais ce qui a mis le feu aux poudres avec l'exécutif, c'est la [tribune](#) du 27 mars 2021 de 41 médecins de l'AP-HP dans le JDD où la perspective évoquée de devoir faire des tris entre patients est mise au service de l'exigence de nouvelles restrictions. Le tri des patients constituait pourtant pour Emmanuel Macron une ligne rouge sur la base des images cauchemardesques venue d'Italie en février-mars 2020 et son évocation semble avoir constitué une puissante pression sur l'orientation des pouvoirs publics.

Suivent ainsi des échanges de bons mots entre Martin Hirsch et plusieurs députés LREM, notamment Florian Bachelier (demande d'excuses de Martin Hirsch publiquement accusé par

ce député d'être le « directeur de campagne de Madame Hidalgo ») et François Jolivet.



Martin Hirsch finit par être convoqué le 2 avril par le ministre de la santé Olivier Véran pour un probable recadrage. Entre temps Emmanuel Macron a annoncé le 31 mars des mesures modérées de restriction face à la troisième vague et la saturation associée de l'hôpital : fermeture de certains commerces, interdiction de se déplacer à plus de 10 km, fermeture des crèches, écoles, collèges et lycées à partir du 3 avril et unification des vacances de printemps sur tout le territoire au 12 avril. Les événements donnent raison au moins à court terme à l'exécutif au détriment des « enfermistes ».

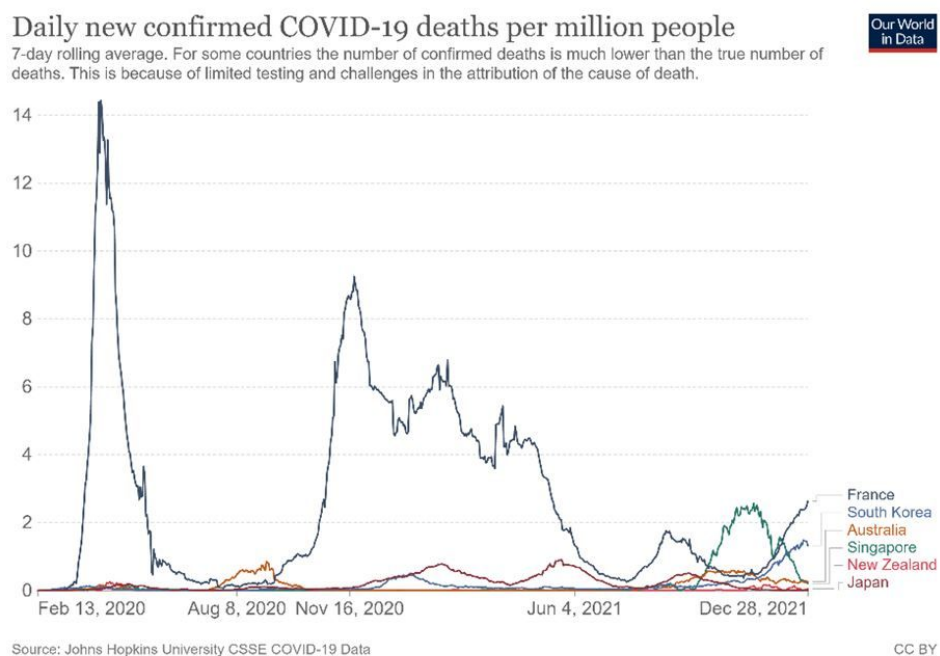
Plus récemment avant les fêtes, Martin Hirsch a indiqué sur France Info que « se retrouver à 25 dans une pièce pour danser c'est débile, même lorsqu'on a 25 ans et que l'on est à trois doses », des propos encore quelque peu en décalage avec la volonté assumée de l'exécutif de laisser passer les fêtes de fin d'année sans restrictions majeures.

Quels peuvent être les aspects positifs du bilan d'Emmanuel Macron dans sa gestion de la pandémie ? A-t-il eu raison de prôner la politique du « quoi qu'il en coûte » en injectant des milliards dans l'économie ?

Jérôme Marty : Sur le plan sanitaire, quand on regarde le nombre de décès, on se rend compte que nous ne sommes pas dans les moins bien classés mais dans une médiane. La question est de savoir si un pays comme la France peut se satisfaire d'être « un pays moyen ». Il y a encore une vingtaine d'années, l'OMS disait que nous avions le meilleur système de santé au monde. Notre modèle de gestion pendant la crise était-il le bon modèle ? Je n'en suis pas sûr. Cela aurait pu l'être si le conseil scientifique avait été constitué de façon logique. Au sein de ce conseil, personne ou presque n'est habitué à la gestion des épidémies. On aurait pu y mettre des membres de Médecins sans Frontières qui vont gérer les épidémies d'Ebola en Afrique. Le conseil scientifique est pour moi une sorte d'équipe qui joue sans capitaine.

En revanche, le gouvernement d'Emmanuel Macron a fait un très bon travail sur le plan économique. C'est incontestable. On est le seul pays du monde à avoir soutenu les entreprises, mais aussi des secteurs comme la restauration. Si on peut critiquer de nombreux points dans cette gestion de la pandémie, il faut reconnaître qu'Emmanuel Macron et Bruno Le Maire ont été bons sur l'aspect économique. De ce point de vue, ils ont tout de suite compris l'urgence de la situation.

Charles Reviens : Sur le plan sanitaire, il faut rappeler qu'il y a eu pendant un an un écart tout à fait considérable entre d'une part les pays OCDE d'Europe et d'Amérique du Nord (et donc la France) et d'autre part les pays développés d'Asie du Sud et d'Océanie. Ceci a été notamment décrit dans ma contribution Atlantico du [17 mars dernier](#) . Cet écart de performance s'est considérablement réduit depuis le printemps 2021, notamment si l'on regarde les données de léthalité.



Donc le bilan sanitaire de la France n'est pas extraordinairement décalé de celui des autres pays occidentaux, et le programme de vaccination, après des lenteurs initiales, aboutit à des taux de vaccination comparables sinon supérieurs à ceux des pays voisins.

Une autre question d'importance concerne l'articulation entre politique sanitaire et préservation du fonctionnement normal de la société et de l'économie. Sur ce point, la dureté du premier confinement a induit des disruptions économiques majeures à fort impacts récessifs et compensées très généreusement par les deniers publics (chômage partiel, fonds de solidarité, PGE..). En optant notamment en début de crise sur le couple restrictions fortes-compensations généreuses, la France a maîtrisé une crise économique et sociale mais avec des conséquences sans doute importante à terme sur la soutenabilité de ses finances publiques.

Dans sa gestion de la pandémie, force est de constater que certains points du bilan d'Emmanuel Macron sont peu flatteurs, comme sa politique du « tout vaccinal ». Quelles mesures aurait-il pu adopter pour tenter d'en sortir ?

Jérôme Marty : Sur le plan sanitaire, ils ont fait de nombreuses erreurs, notamment en minimisant l'impact de la pandémie. Comme avec le nuage de Tchernobyl, ils laissaient entendre qu'elle n'arriverait jamais chez nous.

On peut assimiler la politique du « tout vaccinal » à des filtres que l'on superpose les uns sur les autres. Avec seulement un filtre, de nombreux éléments passent au travers. Avec deux filtres, il y en a moins, etc. De la même façon, le gouvernement ne peut pas espérer se reposer sur un seul frein à la pandémie. Il faut la vaccination, mais il faut aussi de nombreuses autres mesures, comme la généralisation des dépistages dans les écoles ou les maisons de retraite.

Je pense que dans quelques années, un scandale éclatera autour de l'aération et de la transmission par aérosol. Le gouvernement n'a pas voulu croire aux recommandations des professionnels de santé. Ils ont commencé à agir à partir de mars/avril 2021, soit plus d'un an après le début de la pandémie. Pendant cette période, il y a eu de nombreuses personnes contaminées et même des morts. Ces morts auraient pu être évités et les seuls responsables sont les membres de l'exécutif. Les pouvoirs publics auraient donc dû donner des masques FFP2 aux soignants. Mal protégés, ce sont ces mêmes soignants qui ont propagé la maladie dans les hôpitaux. Il faut également se souvenir que lors du premier confinement, le gouvernement a interdit aux pharmacies de vendre des masques, sous peine d'amende !

Sur la question des masques, ils ont été rapidement dépassés pour avoir caché le manque qui était flagrant. Ils prétendaient avoir des stocks dans des réserves, des hôpitaux... On s'est vite aperçu qu'ils n'en avaient pas autant que ce qu'ils voulaient faire croire. La première commande de masques était d'ailleurs ridicule. En tant que personnels de santé, on a dû se débrouiller sans l'aide de l'État. Cet échec est symbolique car il va les suivre pendant toute la crise, car cela a brisé toute confiance entre les Français et le gouvernement.

Charles Reviens : Comme précisé plus haut ma France ne se distingue pas tant que cela des autres pays occidentaux. Encore aujourd'hui, beaucoup de leurs difficultés ont pour origine leur faible réactivité initiale le plus souvent accompagnée d'ignorance ou de déni : plus de 107 Italiens étaient morts et bien davantage infectés avant la première mesure de contrôle, 5 000 cas confirmés en France n'avaient pas conduit à différer le premier tour des élections municipales du 15 mars 2020 et Emmanuel Macron allait encore au théâtre le 7 mars 2020, 250 000 britanniques avaient assisté au festival de Cheltenham démarrant le 16 mars 2020...

Comme « le temps perdu ne se rattrape plus », la violence de la crise sanitaire a poussé tous les pays occidentaux à faire du pass sanitaire le « balle magique » ; l'instrument clé qui leur permettrait de sortir d'une situation difficile.

Aujourd'hui rien n'est tout à fait réglé puisque on ne sait pas à date si la contagiosité plus forte du variant Omicron sera – ou non - compensée par la forte proportion de personnes vaccinées et une moindre proportion de cas graves parmi les personnes infectées.

Peut-on penser qu'Emmanuel Macron a commis l'erreur d'une politique trop centralisée, et que, dans une gestion de la crise opaque et verticale ou le Parlement est peu impliqué dans les décisions, il a transformé les libertés publiques des français en une sorte de « variable d'ajustement » ?

Charles Reviens : Emmanuel Macron hérite d'abord du système institutionnel français donnant au Président de la République des prérogatives sans aucun équivalent dans les autres sociétés démocratiques. Ce dispositif ne semble pas garantir une efficacité supérieure comme le décrivait il y a trente ans Jean-François Revel dans son essai « l'absolutisme inefficace ».

La pratique du pouvoir en lien avec la crise sanitaire a en outre renforcé cette centralisation voire cette personnalisation : recours inédit au conseil de défense, faible influence... et faible considération pour le Parlement, relations tendues avec les collectivités territoriales, dont les conditions de l'élection de David Lisnard à la présidence de l'AMF ont constitué une illustration récente.

Plus encore, différents instruments utilisés en France pendant la pandémie (confinement, auto-attestations, nombres restrictions ou interdictions économiques, pass) ont fait naître un débat et même des inquiétudes sur des restrictions croissantes et probablement durables des libertés publiques, libertés sacrifiées sur l'autel de la santé publique. [François-Xavier Bellamy](#) s'inquiète ainsi de la contradiction désastreuse induite par le pass sanitaire, entre une vaccination non formellement obligatoire mais avec un écosystème conduisant à la relégation sociale des personnes non vaccinées. Selon lui le pass est « autre chose » qu'une mesure sanitaire, tandis qu'Éric Zemmour mentionnait l'influence du modèle chinois d'organisation de la société acquise à l'occasion de la pandémie.

Pourtant ces mesures restrictives obtiennent un soutien majoritaire : deux tiers des Français sont favorables au pass vaccinal selon un récent sondage [Odoxa](#) . Et en cette fin d'année, Emmanuel Macron obtient un taux de satisfaction de 41 % certes minoritaire mais significativement supérieur à celui de ses deux prédécesseurs à la même période de leur mandat : 34 % pour Nicolas Sarkozy, 19 % pour François Hollande.